



Parc national
de La Réunion

ARRÊTÉ N° DIR-I-2017-027

PORTANT AUTORISATION DE SURVOL PAR HÉLICOPTÈRE ET DE DÉPOSE DE PERSONNEL POUR L'ORGANISATION D'UN TEST DE POMPAGE DE LA CITERNE DE DEFENSE CONTRE LES INCENDIES DE LA PLAINE DES CHICOTS LE 30 MAI 2017

Le Directeur par intérim de l'établissement public Parc national de La Réunion

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.331-1 et suivants et R.331-1 et suivants ;

Vu le décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc national de La Réunion, notamment son article 17 ;

Vu le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du parc national de La Réunion,

Vu les modalités d'application de la réglementation en cœur de parc définies à l'annexe 1.1 de la Charte du parc national, notamment la modalité 10 relative aux mesures de protection ou conservatoires d'éléments du patrimoine naturel, et la modalité 24 relative au survol ;

Vu l'arrêté n°DIR/2015-03 du 28 juillet 2015 portant réglementation du survol motorisé sur le massif de la Roche Ecrite, en cœur du parc national de La Réunion ;

Vu la demande formulée par M. Yann LE GALL, Commandant au Service Départemental d'Incendie et de Secours de La Réunion, le 14 mars 2017, pour la dépose de personnel chargé d'effectuer un test de pompage de la citerne de 120 m³ située à proximité du gîte de La Plaine des Chicots le 30 mai 2017 et enregistrée au dossier n°DIR/AD/2017/050;

Considérant que les impacts de l'opération, qui aura lieu en dehors de la période de nidification, sont compatibles avec la préservation de l'Echenilleur de La Réunion ;

arrête

Article 1

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de La Réunion est autorisé à organiser 2 rotations par hélicoptère pour la dépose et la récupération de personnel pour un test de pompage de la citerne DFCI du Gîte de la Roche Ecrite le 30 mai 2017.

En cas de météo défavorable, les opérations pourront être décalées au(x) jour(s) suivant(s).

Article 2

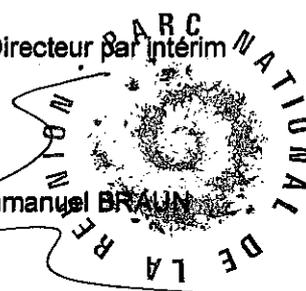
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national de La Réunion et ne se substitue pas aux autres autorisations nécessaires pour la réalisation de l'opération.

Article 3

Le Directeur du Parc national, le Directeur de la sécurité de l'aviation civile, le Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur Régional de l'Office National des Forêts, le Commandant de la Gendarmerie, la Police Nationale, la Brigade Nature de l'Océan Indien, le Conseil Général et leurs agents dûment habilités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Parc national.

Fait à La Plaine des Palmistes, le 28 MARS 2017

Le Directeur par intérim
Emmanuel BRAUN



NB : cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans le délais de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative.

Diffusion et publication :

- Commune de Saint-Denis
- ONF
- Secteur Nord du Parc national
- Recueil des actes administratifs du Parc national de La Réunion
- Affichage (2 mois)